Il ne fait pas bon être vieux en Lituanie

28/04/2010 à 10h00

Gravement touché par la crise économique, aucun autre pays – à l'exception de l'Irlande – n'a adopté de mesures d'économie plus strictes que la Lituanie. Si ce plan de rigueur n'a pas encore suscité autant d'agitation dans l'opinion publique qu'en Grèce ou en Espagne, son impact sur les Lituaniens sur les plans social et individuel est considérable.

Si les dirigeants de ce monde, largement endetté, se demandent à quoi ressemble la véritable austérité, la réponse est probablement à chercher du côté de cette république de 3,3 millions d'habitants.

> ***Confronté à des déficits croissants menaçant le pays de faillite, cet État balte a réduit ses dépenses publiques de 30%, avec des coupes claires de 20% à 30% dans les salaires des fonctionnaires et une réduction de 11% des pensions de retraite. Même le Premier ministre, Andrius Kubilius, a vu son salaire réduit de 45%.***

Et ce n'est pas tout. Dans le même temps, le gouvernement lituanien a augmenté les taxes sur toute une série de biens, notamment l'alcool et les produits pharmaceutiques. Les impôts sur les bénéfices des entreprises sont passés de 15% à 20% et la TVA de 18% à 21%. Le résultat sur les finances publiques s'est traduit par une économie équivalant à 9% du PIB, ce qui représente le deuxième plus grand rééquilibrage budgétaire d'un pays développé – après l'Estonie – depuis le début de la crise du crédit.

Les retraités à la soupe populaire

La rigueur a toutefois exigé un lourd tribut social et personnel aux Lituaniens. Une fois leurs pensions tronquées, les retraités ont envahi les soupes populaires. Le taux de chômage, auparavant inférieur à 10%, atteint désormais les 14% et l'économie déjà mal en point s'est encore contractée de 15% l'année dernière. Étonnamment, la plupart de ces mesures d'austérité ont été soutenues, bien qu'à contrecoeur, par les syndicats et l'opposition et n'ont pas suscité la même agitation sociale qu'en Grèce, en Espagne et au Royaume-Uni où les manifestations et les grèves se multiplient.

Certes, le Premier ministre Kubilius ne compte pas que des partisans en Lituanie et ailleurs. L'imposition d'un plan de rigueur en pleine récession va à l'encontre de l'approche keynésienne consistant à augmenter les dépenses publiques pour relancer l'économie. La plupart des pays ont d'ailleurs opté pour cette solution. Kubilius et son équipe estiment, eux, qu'avec un déficit budgétaire de 9% du PIB, une monnaie adossée à l'euro et la réticence des marchés internationaux à faire crédit à la Lituanie, le gouvernement n'avait guère d'autre choix que de montrer au monde qu'il était capable d'imposer sa propre dévaluation en interne. Et ceci en réduisant les dépenses publiques, en restaurant sa compétitivité et en rétablissant sa crédibilité auprès des marchés. La perspective d'entrer dans l'Union européenne en 2014 constituait, en outre, une incitation supplémentaire à se conformer aux règles d'adhésion de la zone euro.

De fait, à part l'Irlande, aucun autre pays européen n'a adopté de mesures d'économie aussi strictes que la Lituanie sans l'aide du Fonds monétaire international (FMI). L'Irlande a voté la loi de finances la plus austère de son histoire et la baisse du traitement des fonctionnaires a été au centre du plan du gouvernement. A l'heure où les pays européens s'interrogent sur les coûts politiques et sociaux de telles mesures, la Lituanie leur offre une étude de cas en temps réel.

Les suicides ne cessent d'augmenter

A l'instar de la Lettonie et de l'Estonie, la croissance économique lituanienne reposait sur le développement ces dernières années des secteurs bancaires et immobiliers. L'industrie du bâtiment soutenait l'économie et la faiblesse des taux d'intérêt a favorisé le boom immobilier. Bon nombre de Lituaniens ont pris des crédits hypothécaires à bas taux libellés en euros. L'éclatement de la crise a entraîné une chute des prix de l'immobilier et l'arrêt des chantiers de construction. Des milliers de personnes ont perdu leur travail du jour au lendemain et ont commencé à faire défaut sur le remboursement de leurs crédits. Depuis que son père a perdu son emploi d'ouvrier du bâtiment, c'est à Monika Midveryte, étudiante, et à sa mère de faire vivre la famille. A présent, il passe ses journées devant la télévision à noyer ses problèmes dans l'alcool. " *Il n'a plus aucun espoir,* " explique-t-elle.

Les dommages psychologiques de la crise sont immenses. Les suicides ont encore augmenté dans ce pays qui en détient déjà un nombre record avec 35 cas pour 100 000 habitants, rapportent les spécialistes locaux. Algirdas Malakauskis, prêtre à l'église St. François-des-Bernadins, est également aux premières loges pour constater les effets de la récession. Il a dû célébrer les funérailles d'un nombre croissant de suicidés, des fidèles viennent lui demander du travail et ses vieux parents ne décolèrent pas après la baisse de leur pension de retraite. Toutefois, comme bon nombre de Lituaniens, il ne s'en prend pas au gouvernement. "*On voit bien qu'ils font tout ce qu'ils peuvent pour maintenir la stabilité,*" déclare-t-il.

La plus importante vague d'émigration depuis 2004

"*La dévaluation a peut-être permis de stabiliser la situation à court terme, mais à quel prix ?*", s'interroge Charles Woolfson, spécialiste du travail et professeur à l'université

de Glassgow. Woolfson, qui a étudié les pays baltes, souligne que le sentiment croissant de détresse des Lituaniens s'est traduit par la plus importante vague d'émigration qu'ait connue le pays depuis son adhésion à l'UE en 2004. "*Il y a six ans, c'était une migration de l'espoir, explique-t-il, aujourd'hui c'est l'exil des désespérés.*"

Les rutilants bureaux de la banque suédoise, Swedbank, sont le symbole parfait de la frénésie financière qui a permis à la Lituanie d'afficher l'un des plus fort taux de croissance européen en 2007. Cette tour de seize étages n'a été achevée que l'année dernière et représente le point de mire du paysage de la capitale. Swedbank est la première banque en Lituanie et sa politique agressive de crédit aux premiers propriétaires fait toujours référence pour bon nombre d'habitants. A l'accueil du siège, les banquiers rient et boivent de la bière dans un bar bien approvisionné en écoutant du rock. Nous sommes loin de la soupe populaire de l'église St. Pierre et St. Paul de Vilnius où près de 500 personnes viennent chaque jour manger gratuitement une soupe avec des blinis lituaniens.

Presseurop